
Non ! La rentrée ne doit pas se passer dans le calme !
Construisons la mobilisation avant la grève du 27 septembre !

Luc Chatel mise sur le prétendu découragement des personnels de l'éducation et sur la proximité des élections de mai 2012 pour lui assurer une rentrée tranquille. Il se trompe. Car dans l'Éducation, les motifs de révolte sont nombreux :

- suppressions massives de postes ;
- précarisation croissante des personnels ;
- sabordage de la formation des stagiaires ;
- gel des salaires ;
- méthodes managériales de la hiérarchie, et pressions hiérarchiques de plus en plus importantes pour tenter de mettre au pas l'ensemble des collègues : personnels précaires de vie scolaire, non titulaires en général, agents techniques et administratifs, enseignants, COP, assistant(e)s sociaux, infirmier(e)s, ...;
- détournement programmé des missions d'éducation et d'enseignement vers toujours plus de fichage, d'évaluation et de surveillance ;
- soumission des programmes aux impératifs du marché, des entreprises et des intérêts privés comme le prouve la marche forcée vers plus d'apprentissage au détriment de la formation initiale sous statut scolaire dans les lycées professionnels ;
- répression exercée contre les désobéissantes et les désobéisseurs, et contre celles et ceux qui refusent de courber l'échine.

Face à cela, quelle riposte ?

Une journée de grève est prévue le mardi 27 septembre à l'appel d'une intersyndicale Éducation Nationale. **La Fédération des syndicats SUD Éducation appelle à participer à cette journée de grève.** Mais nous n'attendrons pas cette date pour nous lancer dans l'action. **C'est dès la rentrée qu'il faut commencer à nous mobiliser** et à tout mettre en place pour favoriser et construire, là où les conditions le permettent, les bases d'une grève reconductible, en favorisant les convergences avec l'ensemble des salarié-e-s des autres secteurs.

C'est pourquoi la Fédération des syndicats SUD Education appelle :

- **à organiser des Assemblées Générales dans tous les établissements, toutes les villes, dès la rentrée ;**
- **à proposer la mise en place d'AG départementales, pour coordonner et impulser nos actions et luttes collectives, en dépassant le cadre de nos écoles et établissements ;**
- **à établir des liens avec tous les secteurs professionnels en lutte dans le public et dans le privé afin de faire converger nos revendications.**